



15 février 2021

Face à la campagne nauséabonde du gouvernement, non à la division !

Jeudi dernier, Gerald Darmanin le ministre de l'intérieur était l'invité de *Vous avez la parole* sur France 2 pour faire l'apologie de son projet de loi sur « *le séparatisme* ». Pour lui faire la contradiction, France 2 avait invité... Marine Le Pen ! Le gouvernement face à l'extrême droite, dans une surenchère de préjugés réactionnaires et racistes, voilà pour la contradiction...

Finalement, très rapidement les deux politiciens montrent qu'ils sont d'accord, ce sont bien les musulmans, ou les supposés tels, qui sont visés par ce texte sur « *le séparatisme* ». Marine Le Pen précise qu'elle aurait pu « *signer* » le livre de Darmanin, qui lui en retour l'accuse de s'être « *ramollie* » sur ces questions. Macron-Darmanin sont bien décidés à reprendre les idées les plus nauséabondes de l'extrême-droite pour leurs propres calculs de pouvoir !

Depuis des mois, Macron et le gouvernement, la droite, l'extrême-droite sont en rivalité sur le même terrain, celui de la stigmatisation des jeunes des quartiers populaires, des musulmans au nom de « l'ordre » et de la « République ».

Ce discours d'extrême-droite est omniprésent dans les médias, du soir au matin. Chaque fait divers est le prétexte pour durcir le ton sur les questions « *de sécurité* ». Le gouvernement Macron met donc en place un « Beauvau de la sécurité ». L'objectif : occuper le terrain médiatique en parlant tous les jours de la police, de la répression, des quartiers populaires, etc.

Ils s'en prennent aux plus pauvres

C'est cette même politique qui est suivie par la préfète à Bordeaux, elle qui vient d'expulser 300 personnes, dont 110 enfants, qui occupaient depuis 16 mois un ancien Epahd désaffecté en collaboration avec des associations, la « Zone libre ».

En pleine période de reprise de la pandémie et en plein hiver, le pouvoir jette des familles à la rue... Quand il existe 22 000 logements inoccupés sur la Métropole bordelaise, où la spéculation immobilière bat son plein !

Les actes et les paroles du gouvernement rejoignent le flot de discours de haine et de division. Pour nous les salariés, pour les plus pauvres, c'est un piège terrible dans lequel il ne faut pas tomber.

Ils veulent détourner notre colère

Par cette politique de stigmatisations racistes et de surenchères policières, le gouvernement voudrait nous faire oublier qu'il est incapable d'organiser la vaccination de la population car il refuse de réquisitionner les laboratoires pharmaceutiques, ses amis capitalistes qu'il subventionne à fonds perdus.

Il voudrait nous faire oublier que la jeunesse étudiante du pays s'enfonce dans la misère et fait la queue devant les banques alimentaires pour survivre.

Il voudrait passer sous silence que les « Luxembourg Leaks » révèlent que de nombreuses fortunes françaises et entreprises du CAC 40 vont cacher leurs milliards à l'abri de l'impôt, en tout impunité, au Luxembourg.

Il voudrait détourner la colère qui grandit partout, contre ces riches qu'il sert si bien avec les milliards de ses plans de relance !

Quelle que soit notre origine ou notre religion, nous travaillons dans les mêmes entreprises et nous avons donc les mêmes intérêts.

Notre force ce sera notre solidarité. Ne nous laissons pas diviser. Contre ce gouvernement, contre les capitalistes, restons unis !



Contrat GEL : même travail, mêmes droits !

Dans nos boîtes certains d'entre nous ont des contrats GEL : Groupement d'Entreprises en Logistique. La boîte qui les embauche en CDI les prête ensuite aux grandes boîtes de logistique.

C'est bien une idée de patrons car pour le salarié ça n'a que des inconvénients et pour les entreprises que des avantages. Pour tout ce qui concerne le boulot, là les contrats GEL peuvent trimer comme les autres, même plus puisqu'on leur fait comprendre que s'ils ne sont pas contents ils peuvent dégager. Par contre pour ce qui est des droits c'est bien différent ! Pour nous on est tous collègues, il faut qu'on ait tous le même statut !

CDI Interim, une bonne affaire pour les patrons

Non content de recourir à l'intérim en permanence sur certains postes, la Monnaie voudrait maintenant utiliser des contrats type CDI interim en passant par un regroupement d'employeurs, histoire de « fidéliser » ces collègues.

Un bon moyen pour la direction de payer des salariés moins chers et surtout de ne pas embaucher d'ouvriers ... Vous n'y pensez pas, ça risque de couler l'entreprise ! Ras-le-bol de ces usines à gaz pour contourner nos droits. Pour « fidéliser » les salariés, la solution est très simple, embaucher.



A La Poste comme ailleurs, battons-nous pour une augmentation de salaire !

Pour la plupart d'entre nous les salaires oscillent entre 1200 et 1400 € nets. Et à la fin de toute une vie donnée à La Poste, on peut espérer toucher... 1600 €.

Pas cher payé quand on sait comment le boulot nous flingue le corps et la santé. La Poste fait des bénéfices, depuis longtemps, depuis toujours, grâce à notre travail. Si le groupe a pu se développer dans le bancaire, dans le numérique, c'est grâce au travail réel des postiers et des postières dans le courrier, dans le colis et dans les guichets.

Comme tous les salariés on ne veut plus juste survivre à la fin du mois, on veut pouvoir vivre dignement. Si tous les postiers du pays arrêtaient le travail ensemble on pourrait exiger une vraie augmentation de salaire, c'est ça qu'il faut préparer !

Après la médaille, les casseroles ?

A Cdiscount, les jours se suivent et ne se ressemblent pas... pour la direction tout au moins !

Le 1er janvier, c'était champagne... Légion d'honneur pour le PDG, chiffre d'affaire extra (merci confinement et couvre-feu !). Mais un mois plus tard patra !

Le 1er février, un « haut cadre », le directeur du site de Cestas, était mis en examen pour « extraction frauduleuse de données contenues dans un système de traitement automatisé, abus de confiance et escroquerie ».

En fait, il aurait tout simplement cherché à refourguer le fichier client (33 millions de coordonnées quand même...) sur le darknet. Pas de bol, le petit trafic repéré, l'oiseau s'est fait cueillir, mettre en garde à vue et déférer au parquet. Ca risque de faire tâche sur le CV !

Plus de licenciements et suppressions de postes pour plus de profits !

Les plans de licenciements (PSE) et suppressions de postes se multiplient cette année, en Gironde comme ailleurs.

A Getrag, usine de 800 salariés que Ford vient de céder entièrement à Magna, la direction a déjà provisionné 32 millions pour un PSE d'ici 2022-2024. Plan de 1000 suppressions d'emplois à Thalès dont 250 sur le site de Mérignac. Fermeture de la Papèterie de Bègles, avec 91 licenciements de CDI et d'une centaine d'intérimaires. 75 emplois supprimés et des centaines d'intérimaires remerciés à CNB (Chantiers Navals de Bordeaux), verrerie de Vayres, Sanofi... et toutes ces entreprises de la restauration ou du commerce où les licenciements passent inaperçus.

La covid est un révélateur et un accélérateur de la politique des grands patrons : « quoi qu'il en coûte », faire le plus de profits possible sur le dos des travailleurs, se débarrasser de tout ce qui n'est pas directement rentable ou plus assez... tout en engrangeant les milliards des plans de relance du gouvernement qui « ruissellent » vers les plus riches !

Le gouvernement voudrait tenter à nouveau une réforme des retraites

Dans une interview récente, le ministre de l'économie Bruno Le Maire affirme que le gouvernement souhaite passer la réforme des retraites « dès que la crise économique sera passée ».

Il y a deux ans, la mobilisation massive des salariés en France, par les grèves, par les manifestations, avait permis de retarder le passage de la réforme avant que le Covid la mette définitivement en pause. Si le gouvernement veut réessayer de nous faire travailler plus longtemps il faudra faire la même chose. Et cette fois pour enterrer définitivement la réforme des retraites, et avec, tous ceux qui veulent nous faire travailler plus alors que les jeunes ne trouvent pas de boulot !